
Karen Bähr Caballero

Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Karen Bähr Caballero, « Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 38 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 08 mai 2012. URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/361>

Éditeur : Télé-université, UQAM

<http://interventionseconomiques.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://interventionseconomiques.revues.org/361>

Document généré automatiquement le 08 mai 2012.

© Tous droits réservés

Karen Bähr Caballero

Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement

Introduction

- 1 Encore récemment, le discours dominant sur le développement était fondé sur des idées telles que la fin de l'histoire et le triomphe absolu du marché autorégulateur. En dehors de ce modèle, disait-t-on, aucune alternative n'était envisageable.
- 2 Mais à partir des années 1990, suite aux contradictions inhérentes du modèle et aux conséquences conflictuelles de son application, le discours fait marche arrière et admet l'utilité de réguler certains aspects du marché, notamment ceux liés aux externalités sociales. C'est ainsi que se construit un consensus autour de concepts tels que la lutte contre la pauvreté, l'ajustement à visage humain, la croissance au profit des pauvres.
- 3 Cette évolution pourrait être interprétée comme un scénario d'inclusion de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques accepte désormais l'existence de conditions sociales et institutionnelles comme étant nécessaires à son fonctionnement. Le double mouvement¹ décrit par Polanyi (1983) entrerait en jeu : après l'extension de l'économie de marché au cours des années 1980, nous nous retrouverions en face d'un contre-mouvement visant à contrôler cette expansion.
- 4 Pour un certain nombre d'auteurs, ce nouveau consensus sur un développement économique à visage " humain et social " est loin d'être en rupture avec le paradigme de la modernisation (Peemans, 2002). Bien au contraire, il permettrait d'écarter toute réflexion liée à la question de la redistribution et de réaffirmer le caractère central de l'objectif de croissance (Lapeyre, 2001).
- 5 Alors, peut-on ou non parler de réintégration sociale et politique de l'économie ? Pour apporter un éclairage à cette question il semble pertinent de se référer à la polémique entourant le concept d'encastrement : Pour Polanyi (1983), toutes les sociétés qui ont précédé l'émergence du capitalisme avaient une économie " encadrée " dans les rapports sociaux ; enchâssée dans les institutions sociales, politiques et religieuses. Cette interaction était si étroite que l'économie ne constituait pas une sphère séparée, encore moins une sphère dominante. Avec la montée du capitalisme, l'économie a tendance à se " désencadrer " et l'ensemble des sphères de la société se voit soumis aux impératifs économiques.
- 6 Dans le sillage de Granovetter, pour qui l'action économique est encadrée au sein de réseaux de relations personnelles, les critiques affirment que Polanyi aurait sous-estimé l'importance de la sphère sociale dans l'économie de marché et que la présence des facteurs sociaux autour des institutions économiques rend invalide l'hypothèse du dés-encastrement.
- 7 D'autres auteurs opposant une critique anti-utilitariste, discutent cet argument en affirmant qu'il renferme une conception de l'encastrement qui met l'accent sur les conditions sociales d'existence de l'activité économique, tout en passant sous silence tant le degré de désinsertion et d'autonomie des différents ordres du social que le degré de subordination-insertion des uns aux autres (Caillé, 2007). Pour répondre, R. Le Velly (2007) propose de tenir compte des deux problèmes différents auxquels renvoie la notion d'encastrement en précisant le concept à l'aide de deux notions distinctes : l'encastrement-étayage et l'encastrement-insertion.
- 8 Suivant cet auteur, l'encastrement-étayage est celui qui permet d'identifier les diverses conditions sociales et institutionnelles sur lesquelles s'appuie la construction des activités économiques. Ainsi, l'encastrement-étayage explique la manière dont les systèmes économiques, même les plus formellement rationalisés, s'appuient toujours et nécessairement

- sur des règles et des relations sociales déterminées (Caillé, 2007). Le Velly conclue donc que les économies sont toujours encastrées-étayées, que cet encastrement prend la forme de réseaux très denses ou de réseaux atomisés, de règles très contraignantes ou très libérales, etc.
- 9 Si les facteurs sociaux sont importants dans la formation et le fonctionnement des économies, cela n'inhibe pas la tendance de la sphère économique à la différenciation. L'encastrement-insertion renvoie précisément à cette question : dans quelle mesure est-il supportable que la sphère économique s'organise selon la fiction de sa radicale indépendance par rapport à toutes les autres sphères d'action sociale ? (Caillé, 2007). Ainsi, affirme Le Velly, pour l'approche en termes d'encastrement-insertion, il ne s'agit plus de partir des contextes sur lesquels s'étaient les activités, mais d'évaluer jusqu'à quel point les différents ordres du social sont autonomes-désinsérés et jusqu'à quel point ils sont subordonnés-insérés les uns aux autres.
- 10 Dans cet article, nous proposons d'explorer les deux notions proposées par Le Velly pour éclairer le débat sur le " retour de l'État " comme acteur fort de la régulation sociale et ce, dans le cadre d'une étude réalisée au Honduras, où l'offre de développement économique, en termes de programmes et de politiques de lutte contre la pauvreté illustre la notion d'encastrement-étayage tandis que la demande de développement, exprimée dans et par les stratégies élaborée par des femmes de milieux populaires ruraux, illustre, dans la longue durée, la notion d'encastrement-insertion.

L'offre de développement : lutte contre la pauvreté et redéfinition de la nature de l'État social

La lutte contre la pauvreté : un nouveau cadre de référence global pour la protection sociale

- 11 À la fin des années 1990, confrontés aux critiques de plus en plus accablantes de l'ajustement structurel et l'évidence irréfutable de son impact social, les organismes financiers internationaux mettent en place un ensemble de stratégies pour un développement global des économies nationales. L'idée sous-jacente était de relier les aspects macro-économiques et financiers avec les aspects sociaux et culturels. C'est ainsi qu'en décembre 1999, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, approuvent une initiative conjointe de lutte contre la pauvreté. Selon cette initiative, les pays à faible revenu qui souhaitent obtenir un financement auprès des institutions internationales ou se qualifier pour les programmes de réduction de la dette, doivent présenter un plan stratégique d'investissement dans les politiques sociales destinées à réduire la pauvreté.
- 12 Actuellement, près de 78 pays, abritant un tiers de la population mondiale, sont concernés par les Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP) et le nombre de ces pays augmente au fur et à mesure que la Banque mondiale étend cette façon de faire à ses autres programmes d'aide et à ses fonds concessionnels. Plusieurs pays donateurs, comme l'Angleterre, les Pays Bas, la Norvège et la Suède ont également adopté les SRP comme cadre d'application de leurs politiques de coopération bilatérale (Dijkstra, 2005). Par ailleurs, les SRP constituent le dispositif par excellence pour assurer un lien entre les actions des autorités nationales et les concours offerts par les bailleurs de fonds destinés à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (ODM).² Ainsi, les SRP offrent le cadre opératif à partir duquel doivent être déployés les efforts pour atteindre les ODM pour la majorité des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine ; sans oublier les pays en transition de l'Europe de l'Est. C'est ainsi que l'approche en termes de Stratégies de Réduction de la Pauvreté est devenue le cadre de référence par excellence des politiques de protection sociale dans les pays à faible revenus (Vos, 2003).
- 13 Cette nouvelle approche ne renie pas les diagnostics et les prescriptions de la période précédente. L'approche SRP s'inscrit bien dans le cadre des stratégies de gestion de la dette qui cherchaient à garantir la continuité des politiques d'ajustement structurel. Ainsi, afin de se qualifier à l'initiative *Heavily Indebted Poor Countries* (HIPC), un pays doit adopter des programmes d'ajustement et de réforme macroéconomique et les appliquer pendant une période suffisamment longue (Fiche technique PPTE, site web du FMI).

- 14 Toutefois, l'approche SRP diffère des politiques des années 1980, lesquelles préconisaient un État réduit à la seule fonction de garant du rôle régulateur du marché. En effet, face au constat de l'impact négatif et durable de la restructuration économique sur les populations du Sud et face au mécontentement croissant des acteurs sociaux et institutionnels, force a été d'accepter un aménagement politique et conceptuel en faveur de la reconnaissance du rôle social de l'État.

Retour de l'État ou " Retable de merveilles³ " du développement : le cas du Honduras

- 15 Le Honduras est classé parmi les pays les plus pauvres de l'Amérique latine. 50,7 % de ses 7 millions d'habitants vit sous le seuil de la pauvreté dont 35,7 % avec moins de deux dollars par jour et 14,9 % avec moins de 1\$. Le Honduras se trouve aussi parmi les pays les plus inégaux du monde avec un coefficient Gini de répartition des revenus de 53.8. En effet, la part de revenus des 20 % les plus pauvres correspond à seulement 3.4 % du PIB tandis que la part des 20 % les plus riches correspond à 58.3 %.(UNDP, 2007/2008).
- 16 En 2001, le gouvernement hondurien met en marche une stratégie de réduction de la pauvreté, et ce, seulement deux ans après le passage destructeur de l'ouragan Mitch, dans un contexte de montée de la pauvreté et d'aggravation des conflits sociaux à la suite d'une décennie de restructuration économique. La SRP est sensée soulager la pauvreté grâce à une appropriation par les forces vives du pays et à la participation de la société civile. Or, dès le départ, le flux de fonds nécessaire pour la mise en oeuvre de la stratégie est conditionnée à l'obtention d'un feu vert du FMI, c'est-à-dire à l'adéquation de l'économie hondurienne aux dispositions de la Poverty Reduction and Growth Facility (Ruckert, 2007). Cet outil lie étroitement les dépenses sociales à la consolidation de la croissance économique. Entre autre, le FMI demande au gouvernement du Honduras :
- de contrôler son déficit fiscal en diminuant la masse salariale et la demande d'articles importés ;
 - de privatiser les entreprises nationales, de garantir la reconduction fiscale, etc.
- 17 Le tout dans le cadre d'une réforme fiscale mise en place depuis la mi-1990, sous conseil du FMI, caractérisée par la diminution de la fiscalité des revenus les plus élevés⁴. En fait, le FMI a utilisé l'allègement de la dette comme un moyen d'imposer au Honduras son orthodoxie budgétaire. Les intentions d'inclusion de la part des institutions financières internationales restent donc ancrées dans un fort engagement vis-à-vis de la gestion macro-économique néo-libérale (Ruckert, 2007).
- 18 S'il est vrai que la continuité avec les politiques économiques orthodoxes n'est pas compromise, la SRP a bel et bien introduit un changement de taille : la transformation de la nature de l'État social hondurien. Certes, avant la mise en marche de l'ajustement structurel en 1990, le modèle de développement en vigueur au Honduras était très fortement axé sur la croissance économique. Il se couplait néanmoins avec des objectifs sociaux. Le système de protection sociale était fortement limité, d'une part, parce que dans un contexte d'explosion du secteur dit informel c'est l'emploi formel qui est sensé être le principal facteur d'intégration, et, d'autre part, parce que la tendance au familialisme faisait reposer sur les ménages une bonne partie de la charge sociale. En fait, la principale fonction du régime social était la compensation des inégalités générées par les politiques qui favorisaient la croissance économique (Sunkel, 2006). Cependant, les attentes des acteurs sociaux vis-à-vis de l'État étaient fondées avant tout sur les principes de l'universalité, de la solidarité et de l'intégralité de la protection sociale.
- 19 Avec la mise en place de la stratégie de réduction de la pauvreté, cette conception universaliste fait place à une conception plus restreinte fondée sur une logique d'intervention ciblée. L'action de l'État se met désormais en place via (1) des " fonds d'investissement sociaux ", favorisant le développement des infrastructures dans des régions présentant les taux de pauvreté les plus élevés ; et (2) des programmes d'assistance de transfert monétaire pour les plus pauvres (c'est le cas des transferts du Programme de réassignation familiale du Honduras, PRAF). Les systèmes conventionnels d'éducation, de santé, et de sécurité sociale, quant à eux, sont modifiés pour s'ajuster à la nouvelle logique, notamment via des programmes de

décentralisation, un accroissement du rôle du secteur privé et une majeure participation des usagers dans la mise en place des services (Vos, 2003).

- 20 Dans cette nouvelle approche, le rôle des familles (voir des femmes) dans la provision sociale se voit accru. Concrètement, nous voyons se déployer un nouveau contexte d'intervention publique fondé sur le démantèlement des systèmes universels de protection sociale et d'une insertion majeure des femmes sur le marché du travail salarié.

Réduction de la pauvreté : encastrement de l'économie dans le social ou étayage de l'économie de marché ?

- 21 Dans la section précédente, nous avons vu comment l'approche SRP est le résultat d'une transformation du rôle de l'État dans une économie de marché. Certains auteurs n'ont pas hésité à voir dans cette évolution un retour de l'État. D'autres pourraient voir la preuve que l'on se dirige vers un scénario d'encastrement de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques reposerait désormais sur des conditions sociales et institutionnelles mises en place pour réduire la pauvreté. Le cas hondurien illustre bien comment l'intervention sociale de l'État peut être un moyen d'assurer la continuité du modèle économique fondé sur l'idéologie du marché autorégulateur.
- 22 Deux fondements paraissent au cœur du renouveau du rôle social de l'État. Premièrement, l'idée est de rendre les interventions sociales plus efficaces en ciblant les plus nécessiteux à partir d'un critère classique, celui du revenu. Deuxièmement, les pauvres sont invités à tirer un meilleur profit des ressources dont ils disposent déjà (comme les ressources sociales métamorphosées ainsi en capital social). Il leur est demandé de développer leurs aptitudes entrepreneuriales pour sortir de la pauvreté (Rambla, 2004). Finalement, il leur est recommandé d'être à l'écoute de l'offre marchande produite par divers fournisseurs de services sociaux. Parallèlement, cette démarche repose sur une montée du processus de privatisation de la protection sociale.
- 23 Il est donc possible de conclure que l'actuel retour de l'*État social* au Honduras n'a pas remis en cause la primauté de la sphère économique. Le bilan, dix années après, est sans ambiguïté : réintroduction des politiques sociales n'a pas permis de redresser le bilan négatif des politiques néo-libérales. Outre l'augmentation du nombre des pauvres et de l'inégalité, le pays affronte maintenant des nouveaux problèmes sociaux : aggravation de la violence sociale et de l'insécurité, vulnérabilité accrue face aux phénomènes environnementaux et pénétration du crime organisé dans les milieux économiques et politiques, avec pour corollaire, une démocratie de plus en plus affaiblie.
- 24 En revanche, en octroyant une nouvelle légitimité aux politiques de restructuration économique, la lutte contre la pauvreté a rendu la sphère sociale plus fonctionnelle par rapport au projet de marché autorégulateur. Plutôt que l'économie ré-encastrée dans le social, c'est le social qui se voit ainsi encastré dans l'économie. C'est bien de l'encastrement-étayage qu'il s'agit. Tendance décrite par Polanyi selon laquelle les phénomènes économiques s'affranchissent pour constituer à eux seuls un système distinct auquel tout le reste du social devait être soumis, demeure donc constitutive du projet néo-modernisateur.
- 25 La force de l'approche polanyienne a été de montrer que l'échange marchand n'est pas la seule forme de logique économique. D'autres modes d'insertion sont possibles et ils mobilisent d'autres logiques que celle l'accumulation de capitaux. Dans la partie suivante nous montrerons, sur la base d'une étude de cas réalisée à El Nispero, village paysan du nord-ouest hondurien, comment la réciprocité est le fondement des pratiques vivantes et innovantes de sécurisation des conditions de vie, pratiques mises en place par les communautés paysannes, et plus particulièrement par les femmes.⁵

Action collective des femmes paysannes et sécurisation de la survie comme demande de développement

- 26 Au Honduras, les femmes des milieux populaires se trouvent parmi les groupes les plus affectés par les politiques macro-économiques et par l'aggravation de la pauvreté et des

inégalités (Rosales, 2003). Alors que sur les femmes repose l'essentiel de la responsabilité de la subsistance quotidienne des familles, elles rencontrent de plus en plus de difficultés, compte tenu du retrait de l'État social et du faible revenu des activités où elles sont la main-d'œuvre majoritaire : 59 % de travailleurs engagés dans des activités à faible revenu sont des femmes (INE, 2004), tandis que dans les campagnes, la crise de l'économie paysanne expulse les jeunes femmes vers les pôles industrielles. En 2007, les femmes représentaient 58.4 % du total de 500 milles migrants internes (INE, 2007).

- 27 Le discours officiel voit dans la culture populaire, les principales causes de la subordination sociale des femmes. En guise de solution, les politiques préconisées visent à favoriser la croissance économique, considérée concomitante à l'intégration des femmes dans le développement. Les arguments en faveur d'une telle intégration offrent une représentation des femmes qui varie entre deux images extrêmes et parfois imbriquées. D'une part, les femmes sont victimes des hommes et des traditions culturelles de leur communauté. De l'autre, les femmes jouant un rôle capital dans la lutte contre la pauvreté ou contribuent à la croissance économique. Sur la base de ces deux diagnostics contradictoires se mettent en place des politiques visant à maximiser l'autonomie individuelle des femmes (titularisation des terres, lutte contre la violence domestique, etc.) et visent à rendre le travail des femmes plus efficace : que ce soit par le travail domestique non rémunéré (transferts ciblés en faveur des enfants par exemple) ou de leur contribution économique (micro-crédit, petites entreprises, etc.).
- 28 Aucune des ces approches conçoit les femmes comme des actrices des processus de changement social. Et ce, malgré l'évidence accumulée par la recherche qui depuis plusieurs décennies, a mis la lumière sur le large éventail de stratégies collectives mises en place par les femmes pauvres dans les villes et les campagnes latino-américaines pour faire face aux problèmes de survie et d'insécurité (voir par exemple Gonzalez de la Rocha, 1995).
- 29 L'analyse des pratiques des paysannes de El Nispero met la lumière sur les diverses stratégies de survie mises en place par les femmes, tant individuellement que collectivement. Ces stratégies se caractérisent par un lien étroit avec la sphère reproductive, une mobilisation des réseaux de sociabilité et l'application de logiques propres, qui trouvent leurs racines dans l'histoire et l'environnement social et naturel de la communauté. Deux voies, en particulier, illustrent les stratégies collectives. La première est celle des réseaux interfamiliaux. La deuxième, est celle des réseaux communautaires, en particulier, ceux organisés autour de l'activité artisanale.

Les réseaux interfamiliaux à El Nispero et le système informel de sécurisation

- 30 Á El Nispero, il est possible d'observer deux types de réseaux familiaux : les réseaux intrafamiliaux comprenant les membres d'une même famille, avec domicile commun ou pas, et les réseaux d'aide impliquant plusieurs familles. Ces réseaux ne sont pas exclusivement des réseaux des femmes, cependant celles-ci jouent un rôle très important dans leur constitution et préservation.
- 31 Les observations des réseaux interfamiliaux de El Nispero coïncident avec ce qui a été signalé pour d'autres réseaux de réciprocité dans le contexte méso américain (Adler Lomnitz, 1977 ; Gonzales de la Rocha, 1995). Les ressources échangées sont le plus souvent des ressources centrées sur la vie quotidienne, comme par exemple des aliments, des ustensiles, la garde d'enfants et des personnes âgées, le logement, etc., mais aussi le crédit et l'information sur le prix du *petate*, sorte de tapis de fibre naturelle fabriqué dans le village. Parmi les caractères constitutifs de ces réseaux : la recherche de sécurisation ; l'horizontalité, c'est-à-dire, la centralité de l'égalité comme condition de l'échange réciproque ; et l'encadrement des échanges par un maillage de valeurs qui n'est pas dépourvu de mécanismes de contrôle. Par ailleurs, deux spécificités des réseaux à El Nispero semblent être l'amitié comme catalyseur important de la réciprocité entre les familles (avec la traduction d'une relation individuelle en lien interfamilial). Et la flexibilité de la conception paysanne de l'égalité, puisque les crises passagères affectant une famille, ne mettent pas directement en question leur égalité vis-à-vis d'autres familles participantes dans le réseau de réciprocité.⁶

- 32 Les relations de réciprocité ne sont pas toujours harmonieuses, le conflit n'est pas absent et il s'exprime ouvertement (par des poules empoisonnées) ou de façon symbolique (cas d'envoutement et de sorcellerie). Mais, avant tout, les réseaux sociaux sont le fondement d'une stratégie de sécurisation tant individuelle que collective qui peut se traduire par des systèmes collectifs et informels de sécurisation : lors d'une urgence, les familles du village peuvent compter avec le support de la communauté sous forme de ressources matériels, *care* et support moral. Par contre, le refus de participer dans les réseaux de sociabilité peut conduire à l'isolement et à une majeure vulnérabilité. Ces systèmes informels de sécurité ont été également observés dans d'autres communautés paysannes de l'Amérique centrale (voir par exemple Anderson, 1994).

Les réseaux communautaires

- 33 Dans l'espace communautaire villageois, il est possible de repérer plusieurs réseaux organisés autour de groupes confessionnels, groupes d'artisans, groupes d'économie solidaire, comités de quartier, etc. Une bonne partie de ces réseaux trouve leur origine dans les réseaux de réciprocité horizontale interfamiliaux.
- 34 Dans certains cas, les réseaux originels ont donné lieu à une base organisationnelle plus large : c'est le cas des '*clubes de amas de casa*' (clubs des femmes au foyer), principal antécédent de l'organisation des femmes paysannes au Honduras, qui dans les années 1960 et 1970 ont fait le lien entre les difficiles conditions de reproduction des familles paysannes et les questions socio-économiques et de justice sociale au niveau communautaire et nationale (Villars, 2001). A El Níspero, le *Club de amas de casa* n'est plus aussi actif qu'avant, mais ce sont les femmes et leaders formées dans les clubs qui se mobilisent au sein d'autres groupes confessionnels tels que les Comités ecclésiastiques de base (CEB's) dont elles constituent la majorité. Au sein des CEB's, les femmes continuent à faire le lien entre les questions théologiques et la réalité communautaire et nationale, mobilisant des valeurs propres selon lesquelles les fonctions de l'économie doivent être conformes aux normes et obligations sociales, à l'instar de ce que E.P. Thompson appelle l'économie morale (2000). Plus récemment, cette base féminine a donné force et la légitimité aux mouvements opposés à la signature des accords de libre change et au mouvement communautaire de défense de l'environnement.
- 35 Dans d'autres cas, les réseaux des femmes ont donné lieu à la génération de ce que Polanyi appelle les supports institutionnels déterminés, c'est-à-dire une série de comportements réitérés et récurrents qui sont possiblement à la base de la réciprocité comme mode d'intégration (Polanyi cité par Le Velly, 2007). C'est le cas des réseaux d'artisanes *petateras*.
- 36 Si les *petates* sont vendus par l'intermédiaire des commençants itinérants qui fixent le prix, les transportent et les commercialisent dans le marché urbain ; la matière première du *petate*, le *tule* (*cyperus canus*) est produite par les villageois et n'est commercialisée que dans le marché local (Roquas, 1994). Si certaines femmes peuvent accéder au *tule* produit par leur mari, de plus en plus d'artisanes sont obligées de l'acheter, du à l'intensité du travail agricole demandé par le café, d'une part ; et, d'autre part, à l'éloignement des *tulares* à la suite de l'inondation des parcelles proches pour la construction d'un barrage hydro-électrique.
- 37 En fonction de la situation familiale, les ressources et le temps disponibles, plusieurs femmes peuvent devenir commanditaires engageant d'autres femmes pour la confection des *petates*. Cette relation peut se régir selon les normes marchandes conventionnelles ou selon le "*real por real*". Dans ce dernier cas, une commanditaire donne une quantité de *tule* suffisante pour la confection de deux *petates*, mais l'artisane ne rend qu'un seul *petate*, gardant l'autre en guise de paiement. Le recours au "*real por real*" de la part d'une commanditaire n'est pas rationnel du point de vue économique, puisque son bénéfice est beaucoup moins élevé, voir nul, que si elle payait la main-d'oeuvre en argent. Les concepts de "service", d'"aide", d'"amitié", de "confiance" et de "besoin" sont évoqués, de part et d'autre, pour expliquer le choix du "*real por real*" et évoquent la possibilité que le bénéfice d'un tel échange soit autre qu'économique.
- 38 Dans l'économie du *petate* et du *tule*, nous avons observé d'autres exemples de situations où l'échange d'apparence marchand est en réalité médiatisé par des impératifs d'ordre social.

C'est le cas de l'approvisionnement du *tule*, la fixation du prix d'achat du *tule* et de la main-d'œuvre pour la confection de *petates*, les conditions d'attribution du crédit, la circulation de l'information, etc. Compte tenu du fait que l'économie du *tule* et de la confection des *petates* est pour l'essentiel une économie locale, il est possible d'affirmer qu'une partie des échanges économiques dans le village, très importante pour la survie, échappe aux contraintes de l'économie de marché et s'opère suivant une logique distincte.

39 Les deux voies présentées précédemment montrent la mise en œuvre de deux modes d'intégration différents (réciprocité et échange marchand) au sein d'une même économie. En effet, la logique des stratégies mises en place par les femmes n'est pas exclusivement celle du gain individuel. La mise en évidence de ces deux voies met en question la dichotomie entre intérêt individuel et intérêt collectif, dans la mesure où les ressources échangées et produites lors des divers échanges peuvent être matérielles ou immatérielles, de même en est-il du lien social qu'ils contribuent à produire. Nous touchons là à des éléments à la source de la fabrication du tissu social, de la cohésion sociale.

40 En conclusion de cette partie nous pouvons dire que l'analyse des pratiques des femmes de El Nispero, en tant qu'acteur collectif, révèlent d'une logique d'encastrement-insertion. Les critères suivants sont proposés à l'appui de cet argument : Premièrement, les prix ne sont pas toujours le résultat d'une libre confrontation de l'offre et de la demande. Deuxièmement, la survie matérielle ne passe pas toujours par la participation au marché. Finalement, les décisions économiques ne sont pas toujours guidées par les rémunérations qu'induisent les prix de marché (Le Velly, 2007).

41 Par ailleurs, les stratégies évoquées ont une logique sous-jacente propre à la sphère reproductive, comprise dans son sens le plus large, comme l'ensemble d'activités humaines tournées vers la régénération d'une société et des éléments humains et environnementaux qui la composent (Bähr et Degavre, 2006). Les éléments de cette sphère sont donc matériels, mais aussi, et impérativement, des éléments sociaux. Au Honduras comme dans d'autres pays d'Amérique latine et d'Afrique, les pratiques populaires de reproduction sont souvent fondées sur une logique qui soumet les règles du marché aux dimensions sociales, culturelles, religieuses (ou cosmologiques) de ces populations (Wautelet, 2008).

42 Nous nous rapprochons ici de la notion d'économie substantive proposée par Polanyi (1977). Pour l'auteur l'économie substantive est une des dimensions de la réalité économique. Le sens substantif provient de ce que, pour leur subsistance, les humains dépendent de la nature et des autres humains. Cette dimension est maquée par l'analyse utilitariste qui reconnaît seulement la dimension formelle. Le sens formel désigne l'économie en tant que logique de l'action rationnelle et de la prise de décision, comme un choix rationnel entre des usages distincts de ressources ou moyens limités.

43 Or, la reconnaissance du lien étroit entre la survie d'une population et son degré de cohésion sociale d'une part et son interaction avec l'environnement naturel de l'autre, nous semble cruciale pour ré-penser le développement. Celui-ci ne saurait pas être réduit à la seule croissance économique. En effet, pour Polanyi, une stratégie de prospérité pour une société comporte l'adaptation à son environnement et à ses conditions matérielles, c'est un processus qui peut impliquer ou non la maximisation de l'utilisation de ses ressources.

Conclusion

44 Karl Polanyi (1983) affirme que l'économie de marché possède un caractère historique exceptionnel et que dans toutes les sociétés qui ont précédé l'émergence du capitalisme, l'économie était "encastrée" dans les rapports sociaux. Nous avons montré, à partir du cas de Honduras, que de nos jours, diverses modes d'intégration économique peuvent coexister dans une même société. En effet, l'application du cadre d'analyse proposé par Polanyi à l'étude d'une région apparemment sans intérêt, permet de porter un nouveau regard sur des conduites économiques fondées sur la réciprocité, jusque là considérées comme "traditionnelles", arriérés et statiques, et de mettre en lumière des logiques alternatives sous-jacentes. Une telle analyse doit cependant déjouer les pièges du romantisme communautariste qui, en faisant le constat des formes analogues à celles de l'économie de marché, aurait tendance à limiter la

portée des logiques alternatives. L'égoïsme étant une caractéristique humaine, il n'y a aucune raison pour que les individus des classes populaires en soient démunis. Mais l'absence de l'"homo altruiste" au Sud, qui ne serait autre chose qu'un euphémisme plus sophistiqué pour "tradition", ne justifie pas de passer sous silence les conduites économiques collectives dont les impératifs d'ordre sociale balisent le calcul économique égoïste, offrant un fondement institutionnel à d'autres façons de vivre ensemble.

45 Plus particulièrement, l'analyse du cas particulier de El Nispero, à la lumière de l'approche polanyienne, permet d'explicitier le fait que les politiques sociales qui composent l'offre de développement des années 1990 et 2000 ne sont qu'une adaptation du discours dominant, qui accepte désormais des aspects institutionnels sans pour autant sacrifier son caractère d'autorégulation. Or, c'est justement cette autonomisation de la sphère économique des autres sphères de la vie sociale que Polanyi trouve à la source de ce que aujourd'hui on appelle "le mal développement", tant au Sud comme au Nord. Par ailleurs, la demande concrète de développement, formulée dans les stratégies mises en place par les femmes des milieux populaires au Honduras comme ailleurs en Amérique latine et en Afrique, invite à situer les conditions de reproduction des populations - c'est-à-dire la capacité intergénérationnelle et collective des populations à améliorer les conditions concrètes de vie ; à s'adapter au milieu naturel et à régénérer le lien social - au cœur d'un cadre conceptuel alternatif sur le développement.

46 L'application de la grille polanyienne au cas hondurien met également la lumière les enjeux territoriaux du développement : D'une part, et avec la disparition du mode de gestion territorialisé propre à l'État-nation, on trouve une représentation du territoire comme le nouveau cadre spatial de l'insertion économique dans la mondialisation (Peemans, 1998). Cette représentation mobilise le sens formel de l'économie tel que décrit par Polanyi.⁸ D'une autre part, on trouve une représentation distincte du territoire, à la fois comme le lieu concret de reproduction du rapport organique entre une population et son environnement (Peemans, 1998), et comme l'espace dans lequel s'étend le tissu de relations sociales, soutien des stratégies des acteurs sociaux (Debuyst, 1998). Cette représentation est plus proche du sens substantif de l'économie.

47 Finalement, la discussion sur la nature du rôle régulateur de l'état est révélatrice de la frappante actualité de la pensée de Karl Polanyi. Le marché autorégulateur créant les conditions pour l'avènement d'un projet de société enracinée dans le mécanisme de sa propre économie fait toujours partie du discours dominant. Or, l'actuelle débâcle des économies capitalistes régies depuis plus de deux décennies par les préceptes du marché auto-régulateur ; offre une occasion historique pour repenser le développement. Nous y voyons deux types d'évolutions possibles : Pour la première, la stabilisation de la crise actuelle est susceptible de donner place à un scénario de "*add more redistribution and stir*" (ajoutons de la redistribution et brassons), sans que pour autant le projet de marché autorégulateur ne soit véritablement mis en cause. Pour la deuxième, et suivant Polanyi, il ne s'agirait point d'ajouter des éléments redistributifs à un système dominé par la logique du marché autorégulateur, mais plutôt de concevoir une toute autre articulation entre l'économie, le social, le politique et le culturel.

Bibliographie

Adler Lomnitz, Larissa (1977). *Networks and Marginality. Life in a Mexican Shantytown*, Academic Press, New York, San Francisco, London. 246p.

Amougou, Thiery., K. Bähr Caballero, A. Lemaitre et al. (2008). « An approach to social cohesion in terms of social embeddedness : some observations from the North and the South », paper presented at the European Conference *Building social capital for more inclusive societies. Partnership for innovative approaches in Europe*, CERA / College of Europe, Brugges, Mars.

Anderson, Leslie. (1994). *The political ecology of modern peasant. Calculation and Community*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore/London, 224p.

Bähr Caballero, Karen et Florence Degavre (2006). « Reproduction contre accumulation : pour une nouvelle intégration des problématiques ' femmes ' et ' développement ' », in G. Froger (ed.), *la*

- mondialisation contre le développement durable ?*, Series : ecopolis vol. 6, Pie - Peter Lang. (<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/dvlp/documents/BahrDegavre.pdf>)
- Caillé, Alain (2007). « Présentation : Avec Polanyi contre la société du tout-marchand », in *Revue du Mauss*, vol. 1, n° 29, pp. 241-256.
- Debuyts, Frédéric et al. (dir) (1998). *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*, L'Harmattan/Academia-Bruylant, Paris, Louvain-la-Neuve, 274p.
- Dijkstra, Geske (2005). « The PRSP Approach and the Illusion of Improved Aid Effectiveness : Lessons from Bolivia, Honduras and Nicaragua », in *Development Policy Review*, 23(4), pp. 443-464.
- FMI. *Fiche technique : l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés* (PPTE), FMI, <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/hipcf.htm> consulté en septembre 2008.
- Gonzalez de la Rocha, Mercedes (1995). « The Urban Family and Poverty in Latin America », in *Latin American Perspectives*, Issue 85, vol. 22, n° 2, pp. 12-31.
- INE (2004). *Encuesta Permanente de Hogares*, Tegucigalpa, Honduras.
- INE, 2007, *Encuesta Migración y Remesas Internacionales*, Tegucigalpa, Honduras.
- Lapeyre, Frédéric (2001). « De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale ». In Delcourt J. et Woot P. (de) (dir.). *Les défis de la globalisation. Babel ou Pentecôte*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, pp. 189-202.
- Le Velly, Ronan (2007). « Le problème du désencastrement », in *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, pp. 241-256.
- Peemans, Jean-Philippe (1998). « L'importance de la dimension conflictuelle dans l'institutionnalisation du développement local ». In F. Debuyts et al. (dir.), *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*, L'Harmattan, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve.
- Peemans, Jean-Philippe (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement "réel" dans la seconde moitié du XXème siècle*, Centre International de Formation en Développement et Population, Louvain-la-Neuve, Académia Bruylant/l'Harmattan.
- Peemans, Jean-Philippe (2004). « Quelques remarques introductives sur les rapports entre gouvernance locale, économie sociale et pratiques populaires face à la globalisation », In Charlier, S., Nyssens M., J.P. Peemans et al. (dir.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses Universitaire de Louvain, Louvain-la-Neuve, pp. 17-52.
- Polanyi, Karl (1977). *The Livelihood of Man*. New York : Academic Press. 335p.
- Polanyi, Karl (1983 [1944]). *La Grande Transformation. Aux origines politiques de notre temps*, Éditions Gallimard.
- Roquas, Ester (1994). « Las petateras producen más que artesanía. La economía del tule y el petate », *Documento de Trabajo* n° 8, POSCAE, Honduras.
- Rambla, Xavier (2004). « Les condicions socials de la lluita contra la pobresa. Una crítica de les hipòtesis dels capitals individuals i de la mobilitat », *Papers*, n° 74, pp. 67-84.
- Rosales, Sara Elisa (2003). « El Vínculo entre Mujer, Economía y Pobreza », *Colección Cuadernos de Desarrollo Humano Sostenible*, n° 20, PNUD, Honduras.
- Ruckert, Arne (2007). « Producing Neoliberal Hegemony ? Inclusive Neoliberalism and the Poverty Reduction Strategy in Honduras », paper delivered at the *2007 Meeting of the Latin American Studies Association*, September 5-8, Montreal, Canada.
- Sunkel, Guillermo (2006). « El papel de la familia en la protección social en América Latina », *Serie Políticas sociales*, n° 120, CEPAL, Santiago.
- Thompson, Edward P. (2000 [1991, 1a ed. en inglés]). *Costumbres en Común*, Editorial Crítica, Barcelona
- UNDP (2007-2008). *Human Development Report : Fighting climate change : Human solidarity in a divided world*, New York.
- Villares, Rina (2001). *Para la casa más que para el mundo : Sufragismo y Feminismo en la Historia de Honduras*. Editorial Guaymuras, Tegucigalpa, Honduras.
- Vos, Rob (coordinación) (2003). *Reducir la Pobreza : ¿Se puede ? Experiencia con las Estrategias de Reducción de Pobreza en América Latina*, ASDI, La Haya.
- Wautelet, Jean-Marie (2008). « L'État entre économie populaire et reproduction inégalitaire », *Monde en développement*, vol. 3, n° 143, pp. 11-26.

Notes

1 Pour Polanyi (1983), le double mouvement historique est le résultat de la mise en œuvre du projet d'autorégulation du marché d'un côté, et des réactions récurrentes de la société ayant pour but de l'inscrire dans un ensemble de règles sociales et politique, de l'autre.

2 Les Objectifs du millénaire ont été adoptés par le système de Nations Unies, La Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et plusieurs banques régionales de développement lors du Sommet du Millénaire. Ils déterminent les standards minimaux nécessaires pour combattre la pauvreté, la faim, l'illettrisme, la dégradation environnementale et la discrimination contre les femmes.

3 Dans ce titre nous faisons allusion à l'intermède de Miguel de Cervantes, qui raconte les aventures de Chanfalla et de Chirinos, colporteurs du " retable des merveilles ". Selon les farceurs, ces merveilles seraient seulement visibles par les gens purs et loyaux à l'idéologie dominante. Si personne n'est en mesure de les voir, personne ne veut cependant l'avouer et tout le monde se met à reconnaître des faits non-existants dans la réalité...

4 Les transferts d'autres institutions et pays coopérants sont aussi conditionnées à l'entente avec le FMI, dans la mesure où il est sensé garantir une gestion soutenable de l'endettement et l'usage efficace des ressources en faveur des politiques sociales

5 Le travail de terrain a été mené de 2003 à 2005, incluant un séjour prolongé de 12 mois en 2004.

6 Dans la mesure où une famille qui se trouve dans une situation difficile (la maladie d'un enfant, un accouchement, etc.) mais estimée passagère ; cette famille peu continuer à participer dans les relations de réciprocité. Le sous-entendu est que, une fois le choc absorbé, la famille sera à nouveau en mesure de "donner".

7 Un " real " est la quantité de *tule* nécessaire pour la confection d'un *petate*.

8 À titre d'exemple, la législation récente qui permet aux entreprises situées dans certaines régions du pays, dont celle de El Níspero, de payer un salaire inférieur au minimum légal, afin d'attirer l'investissement étranger et la création de zones franches.

Pour citer cet article

Référence électronique

Karen Bähr Caballero, « Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 38 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 08 mai 2012. URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/361>

À propos de l'auteur

Karen Bähr Caballero

Institut d'études du développement, Université Catholique de Louvain, karen.bahr@uclouvain.be

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé / Abstract

A partir des années 1990, une nouvelle version du discours dominant sur le développement fait état de la nécessité de réguler certains aspects du marché et de créer des institutions pour soulager l'impact social de la mise en opération de l'économie de marché. Cette évolution pourrait être interprétée comme un scénario d'inclusion et de ré-encastrement de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques reconnaît désormais l'existence de conditions sociales et institutionnelles comme étant nécessaires à son fonctionnement. Sommes-nous devant un contre-mouvement visant à contrôler l'expansion du modèle néo-libéral et à ré-encastrent l'économie dans le social ? Dans cet article, nous proposons d'explorer les notions d'encastrement-étayage et d'encastrement-insertion, afin d'éclairer le débat sur le

" retour de l'État " et ce, dans le cadre d'une étude de cas sur les femmes paysannes comme actrices du développement au Honduras.

Mots clés : reproduction, développement, stratégies des femmes, encastrement, pauvreté

From the 90's on, a new version of the dominant discourse on development mentions the need to regulate certain aspects of the market and to create institutions to alleviate the social impacts of the market economy. This evolution could be interpreted as a scenario for inclusion and reembedding the economy, inasmuch as the construction of economic activities now recognizes the existence of social and institutional conditions as essential to its functioning. Are we in the presence of a counter-movement aiming at controlling the expansion of the neo-liberal model and reembedding the economy in the social? In this article, we propose to explore the notions of embeddedness in its various views (amongst which insertion), in order to contribute to the debate on the « return of the State », in the context of a study on women of Honduras as actors of development.

Keywords : embeddedness, development, reproduction, poverty, women's strategies

Notes de l'auteur Cet article est issu d'une partie de ma thèse de doctorat sur les stratégies des femmes paysannes dans les processus de développement local, en cours à l'Institut d'études du développement, l'Université Catholique de Louvain, sous la direction du Prof. Jean-Philippe Peemans.